

Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **25 (1988)**

Heft 918

PDF erstellt am: **13.09.2024**

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

### **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*  
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, [www.library.ethz.ch](http://www.library.ethz.ch)

<http://www.e-periodica.ch>

## L'insupportable

«Nous estimons (...) qu'une telle augmentation des subventions fédérales n'est pas supportable pour le budget de la Confédération.» (Message du Conseil fédéral du 24 février 1988 concernant l'initiative populaire pour une assurance-maladie financièrement supportable - initiative des caisses-maladie).

«Pour les familles nombreuses et les assurés à ressources modestes, la charge financière que représente le paiement des cotisations est souvent à peine supportable.» (Même message).

Où sont les limites du supportable? Qui supporte quoi? Entre l'à peine supportable pour le budget des familles nombreuses et le non supportable pour le budget de la Confédération, le Conseil fédéral a choisi: finances publiques, d'abord.

Des experts planchent, à l'intention du conseiller fédéral Flavio Cotti, dans une sorte de concours d'idées, sur le meilleur système de santé possible. Ils vont incessamment déposer leur rapport. Sans attendre pour respecter le délai sur l'étude des initiatives populaires, le Conseil fédéral propose de rejeter initiative des caisses-maladie déposée le 30 avril 1985.

L'initiative pose avant tout le problème du financement de l'assurance-maladie. Elle le fait habilement par une disposition transitoire, qui prévoit que jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation, «les subsides fédéraux aux caisses sont déterminés d'après les dispositions qui étaient valables en 1974».

Retour donc au statu quo ante, référence 1974.

Pourquoi ce qui était possible il y a quinze ans est-il jugé non supportable aujourd'hui?

Le Conseil fédéral révèle par ce simple aveu l'importance du transfert de charges, opéré dès 1974, pour remédier au déficit des finances fédérales. Le tableau publié en annexe du message officialise l'estimation qui était faite jusqu'ici. De 1976 à 1988, 7 milliards auront été économisés (exactement 6953 mio). Dès 1979, les subsides ont été plafonnés. Subsides accordés en 1979: 907 mio; prévision pour 1994: 988 mio.

Or, on le sait, les dépenses de santé augmentent beaucoup plus vite que le coût de la vie, même si un certain ralentissement s'est manifesté à partir de 1975. Pierre Gilliard<sup>1</sup> donne, pour un indice 1975 de 100, un coût global par assuré de 178 en 1983. A cette date, chaque assuré coûtait en moyenne: 339 fr pour les traitements médicaux, 163 fr pour les médicaments, et 313 fr pour l'hospitalisation. Si les dépenses croissent et que les subsides sont plafonnés, le report sur les assurés est inévitable avec une charge d'autant plus lourde sur les revenus modestes et les familles. Gilliard estime que la subvention fédérale en proportion du coût par assuré baisse de 10% à 6% pour les hommes, de 35% à 21% pour les femmes, de 30% à 19% pour les enfants. Cette situation inique, «à peine supportable» comme l'écrit le Conseil fédéral, donne ses chances à l'initiative des caisses, qui prévoit la réouverture du robinet des subsides. Elle a recueilli quelque 400 000 signatures, c'est un succès considérable. Le Conseil fédéral puise dans l'échec retentissant, le 6 décembre 1987, de la dernière révision, la certitude qu'elle aussi sera repoussée. Mais l'enjeu l'an dernier portait sur l'assurance-maternité et un prélèvement accru sur les salaires. Rien de tel, cette fois-ci! L'échec précédent, en 1974, a vu s'opposer une initiative et un contre-projet; par addition des «non», ils ont échoué; mais la majorité, on l'oublie, était opposée au statu quo.

Il en coûterait, à suivre l'initiative, 1,5 milliard à la Confédération dès 1991. Pas plus que la suppression de la «taxe occulte» qui intéresse l'industrie d'exportation ou que la révision du droit de timbre qui intéresse les banques.

Ce qui n'est pas supportable quand il s'agit des uns devient supportable quand il s'agit des autres. Les assurés rappelleront que eux aussi existent. Or ils sont le nombre.

AG

<sup>1</sup>Les défis de la santé. Les coûts et l'assurance. Editions Réalités sociales 1986.